



GREVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE LE 9 MAI !

Sans surprise, le grand débat national est instrumentalisé par le gouvernement Macron-Philippe pour justifier la poursuite de toutes les contre-réformes imposées à la population et rejetées par les salariés, les retraités et la jeunesse.

- Augmentation générale des salaires, augmentation du point d'indice ? Pas question.
- « *Plus de fonctionnaires sur le terrain* », alors que 120 000 postes de fonctionnaires doivent être supprimés, et que le projet de loi de Transformation de la fonction publique vise à détruire le statut de fonctionnaire, à l'image de ce qui a été fait pour la SNCF, livrant des pans entiers aux requins de la finance et privant ainsi les populations les plus fragiles du lien social et des droits les plus élémentaires et républicains ?

Fait sans précédent : toutes les fédérations de fonctionnaires appellent à la grève et aux manifestations le 9 mai pour dire non à ce projet. Elles se sont adressées aux usagers des services publics :

« Ce projet de loi va faciliter, par la généralisation du recours au contrat, parfois sur des contrats de mission, les restructurations, les suppressions, externalisations ou privatisation des missions de service public. Le Projet de loi ne répond pas aux besoins actuels exprimés par les français depuis plusieurs mois qui souhaitent une fonction publique plus proche, plus humaine sur tous les territoires. (...) C'est en fait moins de services publics qui nous attend toutes et tous. »

Dans l'Essonne, comme dans toute la France, les personnels sont mobilisés contre ces projets dévastateurs.

- Les enseignants et les parents refusent le projet de Loi BLANQUER, les réformes du Lycée et du Bac, Parcoursup, qui creuseront encore davantage les inégalités entre les élèves selon leur origine sociale et territoriale.
- Les agents des finances publics refusent les restructurations, fusions et fermetures de services.
- Les personnels hospitaliers et les citoyens refusent la destruction de leurs hôpitaux de proximité, comme à Longjumeau, Orsay et Juvisy, alors que la réforme de la santé Buzyn engendrera des fermetures de services, urgences, maternités, en lien avec la casse de la Sécurité Sociale.
- A la territoriale, les agents refusent le transfert de leurs missions au privé, les suppressions de postes, la remise en cause des congés bonifiés...

Alors que le gouvernement s'en prend violemment à la liberté de manifester avec sa loi « anti-casseurs », les Unions départementales FO et CGT condamnent avec la plus grande fermeté le dispositif décidé par le Préfet de police de Paris, qui a failli à la mission républicaine de garantir le droit à manifester ce premier mai.

Les UD FO et CGT 91 soutiennent plus que jamais tous les agents des services publics qui décideront la grève et ses suites pour :

- le retrait du projet de loi de Transformation de la Fonction publique,
- le retrait du projet de la loi Blanquer, de la réforme de la santé Buzyn,
- le maintien de tous les services publics, la création des postes nécessaires, la défense des garanties statutaires.

Les UD FO et CGT soutiennent toutes les initiatives prévues ce jour pour faire valoir les revendications et invitent les personnels à :

- **participer à l'AG des grévistes le 9 mai à 9h30, dans la salle des Congrès de la Maison des Syndicats, pour débattre des possibilités d'une reconduction pour une grève victorieuse**
- **manifester l'après-midi à Paris, à 14h au départ de Denfert-Rochereau**